

Les subsides

grand projet, qu'ils seront d'accord en majorité, car j'ai eu l'occasion de les rencontrer à plusieurs reprises dans mes tournées des dernières semaines, et je peux dire que lorsqu'on explique très bien la vérité au sujet de ce grand projet, les Canadiens et Canadiennes sont prêts à s'engager dans ce grand défi. La peur, bien sûr... Les deux autres gouvernements précédents ont reculé et ont aurait dit qu'ils avaient perdu même leurs élections au moment où ils avaient présenté devant cette Chambre ce grand projet de libre-échange avec les États-Unis. Bien sûr que nous savions d'avance que ce grand projet était probablement un projet suicidaire pour le gouvernement, parce que l'opposition s'en servirait justement pour dire des faussetés, s'en servirait justement pour prendre les cinq ou dix pourcentages des secteurs d'activités affectés, pour en faire de grandes montagnes et tourner la balance vers les 85 ou 90 p. 100 de nos secteurs d'activités économiques qui seraient favorisés avec ce grand projet.

Et c'est pour ces raisons que cela prend un gouvernement qui a du courage pour le faire. Et nous avons décidé de le faire. Et je peux dire que lorsque nous expliquons encore une fois de façon honnête tout ce que ce grand projet de libre-échange apporte aux Canadiens, les gens comprennent vite et acceptent très bien. Si ce grand défi de libre-échange a été bon pour l'Ontario par le Pacte de l'automobile, pourquoi ne serait-il pas bon aussi pour le Québec? Pourquoi ne serait-ce pas bon aussi pour l'Ouest canadien et l'Est du Canada? Je pense qu'après avoir discuté avec beaucoup d'entrepreneurs, 95 et même jusqu'à 100 p. 100 des gens que j'ai interviewés, des gens qui investissent de l'argent dans l'entreprise privée, sont d'accord. Comment se fait-il que ceux qui risquent soient d'accord sur le libre-échange et que ceux qui ne risquent pas ne soient pas d'accord? Je n'y comprends rien et je pense qu'il est trop tard peut-être pour y répondre. Mais on pourra peut-être répondre à cette dernière question, savoir: Comment se fait-il que ceux qui risquent soient prêts à aller de l'avant avec ce grand projet et que ceux qui ne risquent pas soient contre?

● (1730)

[Traduction]

Mme Mitchell: Madame la Présidente, je ne peux comprendre que les conservateurs ne cessent de mal interpréter le Pacte de l'automobile. Sauf erreur, il s'agissait d'un accord négocié dans le cas d'un secteur. On ne peut pas parler de libre-échange. Pourtant, les conservateurs continuent d'associer le Pacte de l'automobile au libre-échange.

En ce qui a trait à la déclaration selon laquelle les Canadiens manquent d'audace, je crois qu'on insulte les députés de ce côté-ci en remettant en question leurs vifs sentiments patriotiques. Les Canadiens sont capables de grandes choses dans bien des domaines, et nous l'avons prouvé. Nous avons bâti un pays très diversifié et remporté d'énormes succès économiques. C'est pourquoi notre balance commerciale est favorable à l'heure actuelle. Le fait est que nous nous en sortons mieux que les États-Unis. Pourquoi alors signer cet accord commercial? Nous n'avons pas à donner nos ressources ni à permettre des prises de contrôle par des sociétés américaines. Il n'est pas nécessaire d'inclure des droits compensateurs dans nos lois et nous n'avons pas à accepter une menace pour notre culture et nos programmes sociaux.

Pourquoi le ferions-nous dans le cadre de cet accord commercial? Nous cédon tout à l'autre partie, mais rien ne nous y force. Nous nous débrouillons fort bien sur le plan commercial et nous devrions procéder de façon logique, secteur par secteur, lorsque cela s'impose, dans un contexte international.

M. Lee Clark (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture): Madame la Présidente, je suis heureux de participer à ce débat et ce, pour plusieurs raisons. Premièrement, parce qu'il me permet, ainsi qu'au gouvernement, d'expliquer aux Canadiens l'importance de cette entente historique et les avantages qu'elle procurera à la majorité d'entre eux. Pour ma part, je ne prétends pas que l'entente sera bien accueillie par tous les Canadiens ou qu'elle profitera uniquement au Canada et non aux États-Unis. Si c'était le cas, il n'y aurait pas d'entente. Cependant, je suis fermement convaincu qu'elle sera bénéfique à la majorité des Canadiens.

En écoutant le débat aujourd'hui, j'ai été déçu de n'entendre les députés des deux partis de l'opposition proposer aucune solution de rechange lorsqu'ils abordent la question. Ils semblent partir du principe, ce qui est à la fois surprenant, décevant et peut-être même naïf, que le maintien du statu quo, sans le moindre effort de notre part, constitue en soi une politique. Comme vous le savez, des mesures protectionnistes sont en vigueur dans bon nombre de pays, et surtout aux États-Unis. Nous devons réagir d'une façon ou d'une autre et nous sommes convaincus que cette entente constitue une réponse concrète qui profitera à la majorité des Canadiens. En toute franchise, nous craignons que la solution que préconisent les partis d'opposition, à savoir ne rien faire, n'entraîne à long terme la destruction de l'économie canadienne actuelle.

Je suis également surpris par le nombre de critiques émises à l'égard de cette entente par ceux qui en signalent les lacunes ou qui prétendent qu'elle ne nous protège pas contre d'éventuels problèmes, quels qu'ils soient. Ayant été élevé dans les Prairies, j'ai appris qu'il fallait craindre deux choses: la sécheresse et les invasions de sauterelles. Naturellement, l'entente de libre-échange ne nous protège contre ni l'une ni l'autre. Ces catastrophes économiques pourront se produire à l'avenir, car, même si elles constituent une véritable menace pour l'économie de l'Ouest, elles n'ont rien à voir avec le commerce. A mon avis, de la même façon, bon nombre des critiques émises à l'égard de l'entente n'ont aucun rapport avec les échanges commerciaux.

Pour en revenir à la motion dont la Chambre est saisie, je tiens à dire que je suis conscient de la sincérité et du sérieux de la députée de Hamilton-Mountain (M^{me} Dewar). Je sais qu'elle croit en l'idéologie et en la politique de son parti. Par exemple, elle est convaincue que le Canada doit protéger sa souveraineté. Nous en sommes tous convaincus. Pourtant, en même temps, ses collègues et elle estiment que nous devrions nous retirer du NORAD et de l'OTAN, que nous devrions limiter au maximum nos dépenses en matière de défense et de mesures de protection de notre souveraineté, ce qui préoccupe tous les Canadiens.

En bonne néo-démocrate, la députée croit que nous devrions maintenir les taux d'intérêt le plus bas possible. Malheureusement, elle est convaincue en même temps que le gouvernement devrait dépenser à tour de bras sans se préoccuper de la dette nationale ou des déficits budgétaires auxquels fait face notre